

R. c. Goruk , non publiée, 2 mai 2007 (Colombie -Britannique – Cour provinciale)

Peine d'emprisonnement de 5 ans et 2 mois en plus des 5 mois de détention purgés avant le procès pour fabrication de fausse monnaie d'une valeur de 200 000 \$, prononcée contre un contrevenant au lourd casier judiciaire, dont une condamnation à 4 ans de détention pour fabrication de fausse monnaie en 1999.

M. Goruk a plaidé coupable aux accusations de fabrication et de possession de monnaie contrefaite, de possession de matériel destiné à la fabrication de fausse monnaie et de possession de marijuana et de cocaïne. Un mandat de perquisition a été exécuté à l'appartement de M. Goruk. La police a saisi 32 430 dollars canadiens sous forme de faux billets et 261 dollars américains, ainsi que le matériel qui sert habituellement à la contrefaçon : ordinateurs, numériseurs, imprimantes, papier spécial, etc. M. Goruk a admis devant les policiers que, depuis trois ans et demi, il avait imprimé l'équivalent d'environ 200 000 \$ et que cette activité lui rapportait un revenu modeste. Il a dit échanger les faux billets contre des stupéfiants et du matériel, ou les vendre moyennant 10 sous le dollar. Un des agents a décrit les faux billets comme étant de qualité moyenne, tandis qu'un autre estimait qu'il s'agissait de billets sophistiqués.

M. Goruk avait 52 ans et avait effectué de nombreux séjours en prison au cours de sa vie d'adulte pour des infractions contre les biens, des infractions en matière de drogue et des infractions commises avec violence. Il avait été condamné plusieurs fois à de longues peines, dont quatre ans pour fabrication de fausse monnaie en 1999. M. Goruk avait contracté une hépatite, maladie qui l'avait beaucoup affaibli, en se faisant faire un tatouage lors d'un séjour en prison.

Dans sa décision, la Cour indique qu'une peine de trois à quatre ans d'incarcération aurait été suffisante, n'eut été du casier judiciaire de M. Goruk.

[TRADUCTION]

[11] En l'absence d'une condamnation antérieure pour contrefaçon et de certaines des condamnations plus graves figurant dans son casier judiciaire, j'aurais pu estimer que, pour cette infraction et pour cet accusé, une peine d'environ trois à quatre ans était suffisante compte tenu de la petite somme d'argent qu'on a trouvée sur lui et de la quantité de fausse monnaie produite, qui n'est pas de l'ordre de six à huit cent mille dollars et encore moins de trois millions de dollars. Mais le fait est que l'accusé a déjà été condamné pour le même délit, ce qui constitue indubitablement une circonstance aggravante. Sa condamnation antérieure me porte à croire que, dans son cas, la dissuasion spécifique est une considération primordiale de cette audience de détermination de la peine.

La Cour signale que, selon la déclaration sous serment d'un représentant de la Banque du Canada, la contrefaçon a augmenté de 1 800 % entre 1992 et 2005 et que les victimes n'ont reçu aucun remboursement. Elle souligne que le manque de confiance dans les billets de banque a nui tant aux entreprises qu'aux consommateurs. Enfin, elle fait ressortir les mesures extraordinaires prises par la Banque pour améliorer les billets et la hausse des coûts des activités policières de lutte contre la contrefaçon.

[TRADUCTION]

[15] Ce sont des considérations importantes, parce qu'elles me montrent que, dans cette affaire, la protection de la population revêt une très grande importance, de même que les principes de dissuasion générale et de dénonciation, qui vont de pair. De fait, les sentences prononcées dans les affaires de cette nature sont le plus souvent motivées par la nécessité de faire passer un message fort et dissuasif aux autres personnes qui pourraient envisager de commettre ce genre de délit.

La Cour a indiqué qu'une peine de six ans d'emprisonnement constituait une peine appropriée pour M. Goruk. Après avoir déduit dix mois pour tenir compte des cinq mois de détention provisoire, elle a imposé à M. Goruk une peine d'emprisonnement de cinq ans et deux mois.